La vérité en état de crise

Partage international nº 447 – Novembre 2025

Extraits de l'intervention de Mia Amor Mottley, première ministre de la Barbade, devant la 80e Assemblée générale des Nations unies.

Le 26 septembre 2025



Photo : Timothy Sullivan, UNCTAD, CC BY-SA 2.0, via Wikimedia Commons
Mia Mottley, première ministre de la Barbade

« Le XXIe siècle s'est ouvert sur une succession de crises pour lesquelles notre monde n'était pas préparé. Tout d'abord, en 2008, une crise financière ayant entraîné dans son sillage des crises budgétaires dans de nombreux pays. Puis une crise sociale, marquée par une montée des inégalités aux conséquences dévastatrices : dépendance aux drogues et aux médicaments, troubles mentaux, sans-abrisme, et même traite humaine […].

Toutes ces épreuves, mes amis, furent aggravées par la prolifération de fausses informations ayant pour effet de déformer la réalité, de déstabiliser nos sociétés, et d'offrir un terreau fertile à la haine et aux préjugés. Mais plus profonde que toutes ces crises réunies, il en est une, encore plus insidieuse, qui mine aujourd'hui encore nos institutions nationales et internationales – lesquelles avaient su promouvoir l'ordre, la paix et la prospérité.

Cette crise est celle de la vérité.

Car, Excellences, lorsque nous ne partageons plus de vérité commune, nos communautés, nos nations et notre société mondiale perdent leur centre de gravité. Au début, le mal peut sembler discret : les mots se plient et les faits se déforment au service de nos calculs politiques. Mais lentement, inexorablement, nous glissons vers le tribalisme politique, inventons des réalités parallèles, et, bientôt, ne savons même plus nous comprendre ni dialoguer. Ayant perdu notre centre, nous nous méfions de tout et de tous.

Car, sans vérité, la confiance se délite.

Nous le voyons partout : dans les enceintes internationales comme dans les quartiers et communautés de nos propres pays. Entre voisins comme entre gouvernés et gouvernants. La confiance se délite à l'égard de nos recommandations et instructions, de notre ordre social, de nos systèmes de santé, des règles qui gouvernent le monde […].

Quand la vérité et la confiance s'estompent, la justice se fait théâtre, l'information, spectacle, et la science n'est plus qu'une opinion parmi d'autres.

[…] Soyons clairs : aucune paix durable ne peut naître de la violence. Elle ne peut s'enraciner que par la justice et le dialogue.

[…] Avant tout, nous devons nous demander si nous partageons encore les mêmes valeurs que celles qui inspirèrent la Charte des Nations unies. Et si nous sommes incapables de tous nous accorder sur ces valeurs, nous devons au moins savoir qui y adhère, et qui n'y adhère pas.

Notre Charte a été conçue pour promouvoir compassion, égalité, équité ; aussi est-il impératif de préserver un ordre fondé sur des règles. La loi de la jungle ne garantit à aucun d'entre nous de vivre à l'avenir sur une planète habitable. Si nous voulons être protégés par un ordre juste et stable, nous devons, nous-mêmes, en assumer la responsabilité, fournir les ressources nécessaires pour combler les manques et atteindre les résultats que nous désirons. Nous devons retrousser nos manches afin de […] préserver un ordre fondé sur le droit, et consolider la paix. Ensemble, faisons face aux défis du climat, des pandémies, et de l'intelligence artificielle non régulée. […] Construisons enfin un monde meilleur pour nos peuples !

Ici même – et en tout autre lieu – un réel danger nous guette : que nos débats deviennent de simples exercices de façade. Aussi le Conseil de sécurité doit-

il être réformé. Il doit refléter le monde multipolaire dans lequel nous vivons : des sièges permanents pour l'Afrique, et un siège tournant pour les petits Etats insulaires, sont essentiels à cette réforme.

Car nos voix comptent : on ne peut pas nous inviter pour des photos de famille et les scrutins dont on a besoin, puis nous exclure des décisions comme si nous étions des enfants.

Nous ne sommes pas des mineurs. Nous sommes des Etats souverains, indépendants, dotés de toutes nos capacités – et nous exigeons d'être traités comme tels. Il n'est pas au-delà de nos forces de bâtir un monde meilleur, plus juste et plus équitable.

Il y a quatre-vingts ans, seuls quelques pays ont endossé cette responsabilité. Mais aujourd'hui, ceux d'entre nous qui furent privés de voix à l'époque doivent répondre prioritairement à cet appel urgent. Ainsi irons-nous toujours plus loin et plus haut – inspirés, exaltés, libres – et ainsi notre monde grandira-t-il en force et en unité. »

Date des faits : 26 septembre 2025
Sources : https://gadebate:un.org/en/80/barbados
Thématiques : politique
Rubrique : Divers